

ATAKA : les raisons du succès d'un parti nationaliste radical en Bulgarie

Nadège Ragaru

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru. ATAKA : les raisons du succès d'un parti nationaliste radical en Bulgarie. Critique internationale, 2006, pp.41 - 56. <hal-01020962v2>

HAL Id: hal-01020962

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01020962v2>

Submitted on 29 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ATAKA : LES RAISONS DU SUCCES D'UN PARTI NATIONALISTE RADICAL EN BULGARIE ¹

Nadège Ragaru

Une version très abrégée de ce texte a été publiée sous le titre « L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du post-communisme », dans la revue, Critique internationale, 30, janvier 2006, p.42-56.

Il porte une veste de cuir noir, ouverte sur un pull noir à col cheminée, sobre. La chevelure est grisonnante, le visage d'une virilité qui aurait pu être séduisante n'était la dureté du regard, froid, et ces muscles faciaux tendus à l'extrême. La photo est surmontée de cinq lettres blanches - A-T-A-K-A [Attaque]. Le slogan : « Bulgares, rendons la Bulgarie aux Bulgares ! » [*Bălgari, da vărnem Bălgarija na Bălgarite*]. Sur d'autres posters de campagne, il se fait représenter haranguant la foule, un poing levé vers le ciel, une main sur la hanche, se posant en figure à l'autorité implacable. Tranchante comme son discours. Car c'est en effet sur la base d'une rhétorique à la violence inédite en Bulgarie - anti-rom, anti-turque, antisémite et largement anti-occidentale -, que le journaliste Volen Siderov, ancien rédacteur en chef du quotidien de l'opposition démocratique, *Demokracija*, en 1990-1992, est parvenu à séduire 8,93% des électeurs bulgares lors des élections parlementaires du 25 juin 2005. Avec 21 députés au Parlement (sur 240), la coalition nationaliste radicale *Ataka* s'est imposée comme la quatrième force politique du pays².

¹ L'auteur remercie Boriana Dimitrova, directrice de l'institut de sondage, *Alpha Research*, pour avoir mis à sa disposition les résultats de l'*exit poll* (sondage de sortie des urnes) conduit le 25 juin 2005.

² Depuis le scrutin, plusieurs défections sont intervenues au sein du groupe parlementaire d'*Ataka*, ramené à 16 membres et en cinquième position. Petăr Manolov, Jordan Veličkov, Stančo Todorov et Hristo Veličkov sont devenus députés indépendants.

Jamais depuis la chute du communisme, le pays n'avait connu de formation xénophobe extrémiste. Point de Vadim Tudor dans cette Bulgarie où coexistent une majorité orthodoxe slave et plusieurs minorités musulmanes (turque, pomaque et, pour partie, rom) comptant pour 12,2% de la population³. Nul leader populiste flamboyant à la Andrzejj Lepper (*Samoobrana*) ; nul conservatisme de type Ligue des familles polonaises. En 1989, la plupart des observateurs occidentaux avaient craint que la politique d'assimilation forcée de la minorité turque conduite depuis 1984 par le régime Živkov n'engendre de violentes tensions intercommunautaires. La proximité d'une Yougoslavie qui allait bientôt éclater sous l'effet de nationalismes radicalisés invitait également à prédire à la Bulgarie de sombres lendemains. Assurément, les mesures prises par les réformateurs communistes en 1989-1991 pour favoriser le rétablissement des droits des minorités avaient été à l'origine de mobilisations sociales dans plusieurs villes mixtes du pays⁴. Mais les affrontements intercommunautaires attendus n'avaient pas eu lieu. La confiance était progressivement revenue dans les zones à peuplement mélangé ; une formation politique modérée, le Mouvement des droits et libertés (MDL), avait été créée pour défendre les droits de la minorité turque ; quant aux petites organisations nationalistes de 1990, elles avaient échoué à s'ancrer sur la scène politique locale⁵. Depuis lors, la trajectoire bulgare était célébrée comme constituant un modèle de « tolérance ethnique ».

Quinze ans plus tard, la Bulgarie appartient aux nouvelles démocraties européennes engagées sur la voie de l'intégration euro-atlantique. Elle a rejoint l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en avril 2004 et signé le Traité d'adhésion à l'Union européenne (UE), le 25 avril 2005. Son entrée dans l'UE était, jusque récemment, prévue pour le 1^{er} janvier 2007. Depuis quelques années, le pays enregistre des performances macro-économiques à faire pâlir d'envie maints dirigeants ouest-européens. Les investissements

³ Les Pomaks sont une minorité bulgarophone de confession islamique dont le nombre est estimé, selon les sources, entre 150 000 et 200 000 membres. La communauté rom est divisée sur un plan confessionnel entre musulmans, sans doute majoritaires, orthodoxes et protestants (souvent des conversions néo-protestantes récentes). Le nombre des Roms, estimé à 370 908 (4,68%) par le recensement de 2001, avoisinerait les 500 000 à 700 000 d'après des sources officieuses. Au total, d'après le recensement de 2001, les musulmans en Bulgarie sont 966 978 sur une population totale de 7 928 901 habitants. Voir : <http://www.nsi.bg/Census/Census.htm> [consulté le 25 août 2005].

⁴ Deux jours après l'annonce, le 29 décembre 1989, de l'abolition des décrets d'assimilation, des manifestations anti-turques éclataient à Kărdžali, une ville du sud du pays à forte population turque, avant de s'étendre à l'ensemble de l'Etat. Les réformateurs communistes décidaient alors d'organiser, entre les 8 et 12 janvier 1990, une table ronde sur la question nationale ressemblant représentants des groupements nationalistes et membres de l'opposition démocratique. L'abolition des décrets était confirmée et une « déclaration de concorde nationale » adoptée. En 1990 et en 1991, chaque mesure en faveur des minorités – restitution des noms et des biens spoliés en 1989, rétablissement de la liberté de culte, d'expression et de célébration des fêtes et coutumes, etc. – a déclenché manifestations, boycotts ou grèves de la faim. Sur ces mobilisations nationalistes, voir PERRY, Duncan. « Ethnic Turks Face Bulgarian Nationalism ». *Report on Eastern Europe*, 15 mai 1991, p.5-8 ; ENGELBREKT, Kjell. « Nationalism Reviving ». *Report on Eastern Europe*, 29 novembre 1991, p.1-6.

⁵ Voir RAGARU, Nadège. « Un nationalisme sans parti nationaliste : paradoxe de la transition bulgare », *Cahiers Anatole Leroy Beaulieu*, 4, 1999, p.99-110.

étrangers affluent, attirés par la perspective d'intégration européenne. Même au niveau social, une légère amélioration a commencé à se faire sentir avec une baisse du chômage, une hausse des minima sociaux en 2005 (non dénuée de considérations électoralistes, d'ailleurs) et un développement de l'accès au crédit pour les particuliers qui confère une certaine marge de manœuvre aux classes moyennes affectées par la crise des années 1990. En bref, à quelques mois du scrutin de juin 2005, la Bulgarie semblait sur le point de clore sa « transition post-communiste ». La surprise provoquée par le surgissement d'*Ataka* - une coalition créée à quarante jours des élections - n'en est que plus grande.

Comment comprendre l'apparition d'une formation radicale aussi tardivement dans le cours des changements politiques et économiques ? Doit-on y voir la résultante des frustrations accumulées au cours des pourparlers d'adhésion à une Union européenne qui a exigé des réformes parfois très impopulaires et, plus largement, une exaspération devant la démultiplication des tutelles et censeurs extérieurs (FMI, Banque mondiale, Etats-Unis, OTAN, Conseil de l'Europe, etc.) ? Ou bien s'agit-il avant tout du désaveu d'une classe politique bulgare qui a échoué à satisfaire les attentes des citoyens en matière de lutte contre la corruption et de défense de l'intérêt général ? Sommes-nous en présence d'un vote contestataire conjoncturel ou d'un courant de pensée destiné à s'ancrer dans la vie politique bulgare ?

Dans l'analyse du phénomène politique, *Ataka*, il convient sans doute de se prémunir contre deux tentations - la référence à une banalité européenne ou, au contraire, à une exceptionnalité est-européenne. La première optique conduirait à ne voir dans *Ataka* que le reflet d'une normalisation progressive de la Bulgarie : de même que la France a son Le Pen, l'Autriche son Jorg Haïder, la Bulgarie serait en train de voir apparaître une formation protestataire s'adressant à un public désorienté par un système politique et économique où il ne trouve pas ses marques, désengagé par rapport aux élites politiques traditionnelles et en quête d'identité. Incontestablement, le succès d'*Ataka* est lié aux effets socialement catastrophiques des changements intervenus depuis une quinzaine d'années en Bulgarie, à la distance entre dirigeants et dirigés et aux ressentiments par rapport à une situation internationale dans laquelle la marge de manœuvre des gouvernants bulgares est sévèrement réduite. Mais s'en tenir à cette version pourrait inviter à **éluder les interrogations relatives aux dynamiques spécifiques du cheminement bulgare : la trajectoire de construction stato-nationale, les représentations des minorités et du passé « turco-ottoman » sur la moyenne durée ; l'ampleur des transformations socio-économiques induites par le post-communisme, les modalités de structuration du**

ystème partisan au cours des dernières années et les effets du processus d'intégration euroatlantique.

Le basculement vers un second registre interprétatif, exactement inverse, n'est pas moins réducteur - à savoir penser que l'apparition d'*Ataka*, comme celle, plus tôt, de *România Mare* en Roumanie, renvoie à une particularité est-européenne, un enracinement spécifique du nationalisme qui aurait été sous-estimé par les analystes occidentaux et les militants d'un élargissement rapide de l'Union européenne à l'Est. Les tenants de cette thèse sont tentés de porter un regard rétrospectivement négatif sur le tempo des réformes mises en oeuvre afin d'adhérer à l'UE dans les pays candidats et - plus encore - sur le rythme d'élargissement que l'Union s'est imposé, quitte à surestimer sa propre capacité d'« absorption » et y perdre cohérence et cohésion internes. Dans une telle grille de lecture, la présence de structures partisanses comme *Ataka* dans des Etats sur le point d'adhérer à l'Union européenne fournit un argument supplémentaire en faveur d'une pause dans le processus.

En fait, il semblerait que nous soyons en présence d'une formation politique qui est parvenue à donner forme à des mécontentements - pour certains présents depuis plusieurs années dans la société bulgare, pour d'autres accentués par l'évolution des rapports avec l'UE et les Etats-Unis - que nul acteur politique n'était parvenu à articuler jusqu'à présent. A un premier niveau, la succession d'élections avec alternance, mais sans alternative perçue comme réelle, a érodé le pouvoir de conviction des concurrents politiques en présence. Le sentiment, dans certains groupes sociaux, de ne pas être écoutés, est profond ; le désir de changement des pratiques politiques, plus encore. Dénonciation de la corruption des élites et appels à un rétablissement de l'ordre par un Etat protecteur constituent dans ces conditions des registres argumentatifs puissants. Deuxièmement, **les projets d'intégration à l'OTAN et à l'Union européenne ont été utilisés par les élites politiques bulgares comme sources de légitimation jusqu'à leur épuisement** - sans réel débat sur leur contenu, sans interrogation aussi sur la manière de concilier intégration et fierté nationale. Alors que les dividendes de la politique du « bon élève » paraissent décevants, cette adhésion inconditionnelle commence à faire question. A un troisième niveau - peut-être beaucoup plus préoccupant sur le moyen terme - on observe une difficulté grandissante, dans certains secteurs de la société et des élites bulgares, à gérer la politisation de l'ethnicité, c'est-à-dire une configuration dans laquelle une formation politique visant à la défense d'intérêts communautaires peut occuper des postes de responsabilité importants au sein des pouvoirs centraux et locaux. Ces quatre dernières années, **l'évolution du MDL vers un affichage**

plus marqué de revendications identitaires et une participation directe au pouvoir exécutif a tendu à ébranler les fragiles équilibres existant, révélant la sensibilité particulière de l'opinion aux pratiques clientélares du parti d'A. Dogan et la rapidité avec laquelle les représentations sociales négatives des minorités pouvaient être instrumentalisées lorsqu'il s'agissait de disqualifier cette formation politique.

« Rendre la Bulgarie aux Bulgares » : un discours qui emprunte aux extrêmes (droite et gauche)

L'organisation dirigée par Volen Siderov⁶ se veut le défenseur d'un retour de la Bulgarie aux Bulgares compris tout d'abord comme une émancipation par rapport aux minorités, en interne, et par rapport à la communauté internationale, en externe. A l'intérieur du pays, il s'agit de réaffirmer l'unité du peuple et de l'Etat. Hors de question d'admettre que des émissions en langue turque puissent être diffusées à la télévision ou à la radio bulgares. Le Mouvement des droits et libertés (MDL) est présenté comme un parti anti-constitutionnel dont la survie ne saurait être admise par ceux qui prônent une « égalité de tous devant la loi » (sic !)⁷. Quant aux Roms, V. Siderov propose, en meeting de campagne électorale, de les envoyer en prison ou encore « d'en faire du savon » (*da gi praviš na šăpun*). Si l'image du génocide ou des pogroms est brandie, c'est sur un mode renversé dans lequel les minorités apparaissent comme les oppresseurs et les Bulgares, les victimes. Les Roms sont érigés en symbole (et cause) des maux dont souffre la Bulgarie, le crime, le vol et le parasitisme social.

Il s'agit, d'autre part, de sortir la Bulgarie d'une situation de subordination à la communauté internationale, qu'elle soit militaire (OTAN), économique (FMI, Banque mondiale) ou politique (Etats-Unis, Union européenne à un moindre degré). L'illusion selon laquelle il y a aurait un modèle et des valeurs occidentales à suivre est dénoncée : qui sont les Etats-Unis occupant l'Irak pour se poser en donneurs de leçons, demande V. Siderov

⁶ En 1999, Volen Siderov avait rejoint le quotidien nouvellement fondé, *Monitor* [Moniteur], un journal à tendance anti-occidentale et populiste lancé en septembre 1998. Il y a travaillé jusqu'en 2003, date à laquelle il a tenté une première entrée en politique en se présentant comme candidat indépendant aux élections municipales de Sofia. La même année, V. Siderov lançait une émission télévisuelle, *Ataka*, sur la chaîne câblée, *Skat*. Diffusée trois fois par jour pendant dix minutes, son émission lui a permis de roder ses slogans. Petjo Blăskov, le propriétaire du groupe de presse *Monitor*, a pris ses distances avec son ancien journaliste.

⁷ Le point 1 de la déclaration « Nie sme za » [nous sommes pour] diffusée par la coalition *Ataka* dans *Nova zora*, le 14 juin 2005, pose explicitement : « nous sommes pour un Etat bulgare mononational, ne permettant pas une division en signes religieux, ethniques ou culturels, pour l'égalité devant la loi de tous les citoyens bulgares. La différenciation selon l'origine ou la foi ne peut être placée au-dessus de l'appartenance nationale ». Voir « Nie sme za » [Nous sommes pour]. *Nova zora*, 24, 14 juin 2005.

dans un article sur « La dégradation morale de l'Ouest »?⁸ Dans la déclaration programmatique en vingt points de la coalition *Ataka*, les autorités bulgares sont invitées non seulement à ramener leurs troupes d'Irak - où l'argent et la vie de Bulgares sont mis en jeu sans que le pays y défende des intérêts nationaux - (point 12), mais également à sortir de l'Alliance atlantique intégrée en avril 2004 et à opter pour une posture de neutralité (point 13)⁹. La subordination de la politique économique bulgare aux exigences du FMI et de la Banque mondiale paraît, de la même façon, inadmissible : il faut rompre ces liens de dépendance (point 17), soumettre la politique fiscale et sociale aux seules exigences du peuple bulgare et non de ses créanciers (point 7) et accorder une préférence aux entrepreneurs bulgares sur leurs concurrents étrangers (point 6)¹⁰.

Par comparaison, le regard porté sur l'Union européenne, bien que teinté d'eurosepticisme, apparaît moins univoque : la perspective d'intégration de la Bulgarie à l'Union européenne n'est pas remise en cause en tant que telle. Ce qui l'est en revanche est une situation dans laquelle les élites politiques ont sacrifié les intérêts nationaux à cette « cause ». Trop longtemps « bon élève », la Bulgarie doit relever la tête, refuser de fermer les réacteurs 3 et 4 de la centrale nucléaire de Kozlodui (point 16)¹¹ et contester l'obligation qui lui est faite par l'UE d'autoriser la vente de la terre à des étrangers (point 15)¹². Il n'est à cet égard pas inintéressant de noter que le « non » aux référenda sur le Traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas est utilisé comme la preuve que des Etats occidentaux peuvent eux aussi vouloir prendre leurs distances par rapport à la dynamique européenne si cette dernière entrave leurs visées nationales. L'Europe à construire doit être une Europe des patries. Cette référence aux « non » contribue également à démythifier une

⁸ Voir VIDEROV, Volen. « Moralnata degradacija na zapada. Dnešnata mošt na SAŠT se dälži na tova, če ograbva sveta » [La dégradation morale de l'ouest. La puissance actuelle des Etats-Unis est due au fait qu'ils dépouillent le monde], 3 juin 2004, à l'adresse :

http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=25&Itemid=34

⁹ Voir « Da värnem Bälgarija na bälgarite. 20 principa na Nacionalen säjuz Ataka » [Rendre la Bulgarie aux Bulgares. Vingt principes de l'Union nationale Ataka], 14 juin 2005.

¹⁰ Ainsi, pour Volen Siderov : « Aujourd'hui, la Bulgarie est dans une situation d'effondrement étatique. Il n'y a pas de pouvoir pour le Bulgare du peuple. On ne s'occupe pas de la nation bulgare. Le pays n'est pas souverain financièrement. Tout est dicté par le FMI et des centres au-delà des frontières. Qui est Premier ministre ou ministre des Finances n'a pas d'importance puisqu'il ne peut pas changer les impôts et les revenus. Dans le cadre des programmes de la Banque mondiale, on ferme des cliniques, des écoles, et on gèle les salaires et les pensions. La misère est imposée de l'extérieur. Ils nous imposent un colonialisme - une masse de pauvres et une poignée d'extrêmement riches ». Voir l'appel lancé par Volen Siderov le 14 mai 2005, sur le Internet d'Ataka-Stara Zagora, à l'adresse : www.ataka-stz.hit.bg

¹¹ En 1999, afin d'obtenir une invitation du Sommet européen d'Helsinki (décembre 1999) à ouvrir des pourparlers d'adhésion à l'Union européenne, le gouvernement Kostov avait accepté de fermer les réacteurs 3 et 4 - de fabrication soviétique et alors jugés peu sûrs par les experts occidentaux - de la centrale de Kozlodui d'ici la fin 2006. En échange, l'UE proposait des compensations financières à la Bulgarie.

¹² Le 17 février 2005, le Parlement bulgare a voté par 236 voix « pour » et 5 « contre » (sur 241 députés présents) l'amendement à la Constitution du juillet 1991 autorisant la vente de la terre à des étrangers à partir de 2014. Les cinq opposants étaient Andrej Pantev, Ljuben Petrov, Aleksandär Paunov et Ogjan Saparev (PSB) plus la députée indépendante, Stela Bankova (ex-MNS II). Comme on le verra plus loin, O. Saparev et S. Bankova ont rejoint *Ataka* en 2005.

Union européenne dont les vertus doivent être revues à la baisse et le coût économique (notamment en termes de pouvoir d'achat en cas de hausse des prix consécutive à l'entrée dans l'UE) réévalué. Rumen Vodeničarov, un des candidats sur les listes parlementaires d'*Ataka*, stigmatise ainsi « l'idée-fixe européenne qui a hypnotisé et la gauche et la droite »¹³. Notons par ailleurs que c'est notamment par le truchement de l'UE que les dimensions internes et externes du projet de rétablissement de la souveraineté bulgare sont reliées. Le point de jonction apparaît dans la contestation du rôle joué par l'Union européenne en faveur des minorités : qui est derrière la signature de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales si ce n'est le Conseil de l'Europe et l'UE ? Qui a encouragé le développement de programmes d'aides à l'intégration des Roms qui sont perçus par les responsables d'*Ataka* comme autant de ressources volées au bonheur des Bulgares ethniques ?

Emancipée de ces tuteurs extérieurs et de ses ennemis intérieurs, la Bulgarie pourra devenir la terre d'une Renaissance patriotique des Bulgares. Rendre la Bulgarie aux Bulgares dans ce sens ouvre la voie à un projet politique, socio-économique et moral, conjuguant visions socialisantes et conservatisme orthodoxe. L'axiome central en est la dénonciation impitoyable - et probablement largement approuvée dans la société bulgare - des échecs du passage à la démocratie, de ses dévoiements, de ses mensonges. De réelle démocratie, il ne saurait être question dans un Etat où une minorité s'enrichit au détriment de la majorité, où une élite politique s'intéresse à sa prospérité et non à celle de ses électeurs¹⁴. La réponse est recherchée dans un « capitalisme social » [*socialen kapitalizăm*] où l'Etat serait de nouveau appelé à jouer un rôle de premier plan dans la définition des objectifs en termes de PNB, dans le financement des entreprises bulgares - particulièrement dans les secteurs jugés prioritaires, comme les hautes technologies, la chimie, l'électronique, l'industrie militaire et l'agriculture - et dans le déploiement de politique sociale compréhensive (santé, éducation et retraites). Cet Etat protecteur donnant à chacun selon ses besoins serait également un Etat obéi, en mesure d'appliquer la loi dans toute sa force et d'éradiquer le crime (conçu en l'occurrence comme rom, d'une part, et mafieux, d'autre part). Rétablissement d'une police de quartier (milice), « restauration des services d'espionnage et de contre-espionnage et garantie de leur souveraineté », enrôlement des anciens officiers dans la police des frontières et renforcement du potentiel militaire relativement à celui des « Etats voisins » (comprendre : de la Turquie) figurent dans le

¹³ Voir VODENIČAROV, Rumen. « Kăm nova zora za Otečestvoto s 'Ataka' kato naj-dobra zaštita » [Vers la nouvelle aurore de la Patrie avec 'Ataka' comme meilleure défense]. *Nova zora*, 24, 14 juin 2005.

¹⁴ Voir « Koalicija NO Ataka. Spasenieto na Bălgarija » [Le sauvetage de la Bulgarie]. *Nova Zora*, 24, 14 juin 2005, à l'adresse : http://www.novazora.net/2005/issue24/story_03.html

programme d'*Ataka*¹⁵. Pour consolider cet ordre obéissant à la devise « Pain, vérité, justice, nation et Etat ! »¹⁶, il convient enfin de valoriser la tradition en conférant à l'Eglise orthodoxe le statut d'Eglise officielle, en accélérant la restitution de ses biens, en imposant l'enseignement religieux à l'école et en faisant du Synode une institution consultée « pour tous les problèmes sociétaux importants, pour les projets de loi, pour la création d'un statut de l'Eglise nationale bulgare »¹⁷.

Bien que le profil idéologique d'*Ataka* demeure sur certains points fluides - en raison du caractère récent de la formation, des effets de son brutal succès électoral et de la variété des sensibilités ayant contribué à son succès par-delà Volen Siderov - tout se passe comme si l'on était en présence d'une coalescence entre quatre strates d'argumentations, qui empruntent à des époques et des registres différents tout en formant un ensemble relativement cohérent. A un premier niveau, sont réactivés des imaginaires présents sur la longue durée de l'histoire moderne bulgare : la vision de grandes puissances déterminant le destin d'une petite Bulgarie à l'échine courbée ou le regard porté sur le pouvoir - qui se consomme au profit d'une fine couche sociale -. La défiance envers la minorité turque n'est, elle non plus, pas nouvelle. C'est contre le pouvoir ottoman, présenté sous la forme d'un « joug turc », que la construction stato-nationale s'est opérée, à tout le moins à partir des années 1870¹⁸.

Une deuxième strate argumentative emprunte plutôt au discours communiste des années 1970 : s'y rattachent notamment la peur d'un épuisement démographique du pays (« rongé » progressivement par des minorités à la fécondité extrême), l'appel à une réhabilitation de la fierté nationale bulgare contre une minorité turque, cheval de Troie de la Turquie voisine. La vision d'un pouvoir tenu par une main ferme, d'une loi qui s'impose contre le chaos, d'une politique étatique et sociale, porte également la marque de cette époque. La troisième strate est née dans les années 1990 au fur et à mesure que le passage à une économie de marché et à une démocratie représentative touchait à la fabrique sociale : la « transition » est alors présentée comme une longue série d'erreurs ayant surtout réussi à détruire tous ce que les pères et grands-pères s'étaient employés à construire - usines liquidées, terres mises en jachère, hôpitaux et écoles laissés à l'abandon.

¹⁵ Voir *Programna shema na Nacionalen Săjuz Ataka* [Schéma de programme de l'Union nationale Ataka], 28 août 2005, sur le site Internet d'Ataka à l'adresse :

http://www.ataka.bg/index.php?option=com_content&task=view&id=124&Itemid=32

¹⁶ Voir « Koalicija NO Ataka. Spasienieto na Bălgarija », *op.cit.*

¹⁷ Voir *Programna shema na Nacionalen Săjuz Ataka* [Schéma de programme de l'Union nationale Ataka], *op. cit.*

¹⁸ L'« ennemi pertinent » avait précédemment plutôt été grec en raison de la lutte pour l'autocéphalie de l'Eglise orthodoxe bulgare - obtenue en 1870.

Enfin, il semblerait que vienne s'ajouter à ce puzzle une quatrième composante, plus récente et plus marquée, peut-être, par des effets de globalisation et d'importation : il s'agit de l'antisémitisme virulent mobilisé par Volen Siderov. Sur la longue durée, en effet, il ne semble pas que l'antisémitisme ait jamais constitué un courant influent en Bulgarie. Les élites politiques et intellectuelles n'ont de cesse de rappeler que le pays a sauvé quelque 50 000 juifs bulgares pendant la seconde guerre mondiale en refusant de céder aux injonctions d'Hitler et de les déporter. Sous réserve d'inventaire, on pourrait tendre à croire que l'apparition depuis la fin des années 1990 d'articles (dans *Monitor* par exemple) et de livres à connotation antisémite s'inscrit dans un contexte plus large de dénonciation du « facteur international » et de fascination pour les théories de la conspiration¹⁹. Volen Siderov n'hésite d'ailleurs jamais à prélever et réintroduire dans son discours de fragments trouvés sur un marché « globalisé » des idées contestataires : certains des slogans anti-guerre en Irak sont ainsi influencés par la gauche américaine pacifiste (références à Antiwar.com et à entretiens avec Noam Chomsky sur le site personnel de Volen Siderov).

Le syncrétisme fait-il d'*Ataka* une force politique fragile ? Les analystes bulgares ont été prompts à souligner la variété des profils - individuels et idéologiques - rassemblés au sein de la coalition radicale, la difficulté que Volen Siderov pourrait rencontrer à s'imposer comme un leader incontesté dans le groupe parlementaire d'*Ataka* et les différences substantielles pouvant exister entre le patriotisme socialisant de certains cadres et le racisme anti-rom et antisémite viscéral défendu par le journaliste-député. Des scissions au sein de la nouvelle formation politique paraissaient prévisibles dès le mois d'août 2005²⁰. Pour prendre la mesure de ces éventuelles divergences de vue et des évolutions possibles d'*Ataka*, il convient de revenir un instant sur son recrutement.

¹⁹ Rappelons que selon les résultats du recensement de 2001, 1 363 personnes de confession juive vivent actuellement en Bulgarie. L'essentiel de la communauté juive a émigré, dans les années 1950, à destination d'Israël.

²⁰ Fin août 2005, les quatre députés qui avaient fait scission s'étaient démarqués de Volen Siderov sur deux points au moins : premièrement, en apportant leur soutien au gouvernement de coalition formé entre le Parti socialiste bulgare (PSB), le Mouvement des droits et libertés (MDL) et le Mouvement national Siméon II (MNSII) ; deuxièmement, en contestant le leadership personnel de V. Siderov sur la coalition. Cette seconde source de contentieux s'éclaire à la lumière d'enjeux également financiers : 300 000 leva (environ la moitié en euros) doivent être attribués à la coalition *Ataka* au titre du financement de sa campagne électorale par l'État. Mais quels en seront les bénéficiaires ? Les petits partis enregistrés au tribunal et ayant servi de socle à la coalition ou encore le parti *Ataka*, fondé en juillet 2005 ?

Les cadres d'*Ataka* : entre réseaux de l'ancienne Sûreté d'Etat et opportunes reconversions

D'un point de vue légal, la formation qui a fait élire 21 députés au Parlement le 25 juin est une coalition, le Rassemblement national '*Ataka*', formée de quatre organisations politiques, le Parti national-patriotique bulgare (*Bălgarska nacionalno-patriotična partija*) de Petăr Manolov, le Mouvement national pour le sauvetage de la patrie (*Nacionalno dviženie za spasenie na otečestvoto*), d'Ilija Petrov - deux formations microscopiques -, le Cercle politique *Zora* [Aurore] de Minčo Minčev et l'influente Union des forces patriotiques et des militaires de réserve, *Zaštita* [Défense] du général Jordan Veličkov. Au terme d'un accord interne, Volen Siderov a été autorisé à représenter la coalition, enregistrée le 11 mai 2005, soit seulement un mois et demi avant la consultation électorale²¹.

Derrière cet agencement complexe, trois types de réseaux ont fourni à *Ataka* ses cadres : les milieux de la sécurité (la police, l'armée, les services de renseignement), certains courants nationalistes issus du Parti communiste bulgare (PCB) et ayant gravité autour de son successeur, le Parti socialiste bulgare (PSB), et enfin des acteurs politiques ayant entamé leur carrière à l'orée de la démocratie, avant de connaître une succession de reclassements partisans et de déboires électoraux. Les appartenances à ces trois groupes ne sont en l'occurrence pas mutuellement exclusives. En termes de recrutement, la recette du succès de Volen Siderov réside sans doute dans sa capacité à fédérer des sensibilités nationalistes d'extrême-gauche qui n'avaient jamais eu une large audience au sein du public, mais disposaient d'un noyau dur de sympathisants actifs, distribués dans les principaux centres régionaux du pays. A ces acteurs et à leurs publications au tirage souvent confidentiel, V. Siderov a donné une publicité inédite en jouant de son charisme d'orateur, du relais médiatique que constitue la télévision et son émission, *Ataka*, sur la chaîne SKAT, ainsi que du ralliement de quelques acteurs politiques visibles.

Parmi les anciens dissidents, figurent des personnalités parfois renommées comme Petăr Beron²², plus contestées à l'instar de Rumen Vodeničarov²³ et de Petăr Manolov²⁴.

²¹ Quatre ans plus tôt, Siméon II avait eu recours à un montage juridique similaire pour parvenir à se présenter aux élections législatives : il eût en effet été impossible de faire enregistrer un parti politique à temps pour se présenter au scrutin. Siméon avait dès lors eu recours à deux petites organisations préexistantes, le Parti des femmes et le Mouvement national Renaissance.

²² Tête de la liste dans la circonscription de Sofia-Région (26), P. Beron y a été élu député.

²³ Rumen Vodeničarov, tête de liste à Razgrad, une région à population mixte du nord-est de la Bulgarie n'a pas obtenu de siège.

²⁴ Ingénieur-machiniste de profession, le président du Parti national-patriotique bulgare - une formation enregistrée en 2004 - a été élu député de Varna. Dès le 21 juillet, il quittait le groupe parlementaire d'*Ataka*, suite à un désaccord avec Volen Siderov qu'il accusait de vouloir monopoliser le pouvoir au sein de la coalition.

Descendant d'une grande famille bulgare s'étant illustrée au moment de la création d'un Etat moderne (1878), P. Beron est un zoologue reconnu, qui fut l'un des membres fondateurs de l'organisation dissidente *Ekoglasnost*, un des viviers des élites politiques de l'après-1989²⁵. Devenu leader de l'Union des forces démocratiques (UFD), la coalition anti-communiste formée au lendemain de la chute du dictateur Todor Živkov, P. Beron semblait promis à une belle carrière politique jusqu'au moment où il fut accusé d'avoir travaillé pour l'ancienne Sûreté d'Etat (*Dăržavna sigurnost*) et contraint, le 2 décembre 1990, à quitter l'UFD. Marginalisé dans une période où la bataille des dossiers de l'ancienne police politique faisait rage, il tenta un retour en faveur à l'occasion des élections présidentielles de janvier 1992 en se présentant aux côtés du populiste, Žorž Gančev²⁶. Sans succès. Aux milieux des anciennes forces de sécurité, P. Beron est par ailleurs lié par l'entremise de l'Union des forces patriotiques et des militaires de réserve, *Zaštita* [Défense], dont il est vice-président.

La trajectoire de Rumen Vodeničarov suit une courbe relativement proche : cet ingénieur-chimiste de 67 ans avait été élu, en août 1989, président d'une organisation dissidente radicale à l'audience limitée, l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme en Bulgarie (*Nezavisimo društvo za zaštita na pravata na čoveka v Bălgarija*). Lui aussi fut membre fondateur de l'UFD et porté au Parlement sous les couleurs de l'organisation anti-communiste en 1990. Très tôt, cependant, il évolua vers des positions nationalistes et, à la faveur de cette réorientation, renoua avec des milieux proches d'un Parti socialiste bulgare dont la rhétorique misait plus volontiers sur la défense de la gloire nationale bulgare que celle de l'UFD pro-occidentale²⁷. R. Vodeničarov est membre du comité de rédaction de la revue *Nova zora* [Nouvelle aurore], un hebdomadaire nationaliste servant d'organe au Cercle politique d'extrême-gauche nationaliste *Zora*, un des piliers de la coalition *Ataka*.

Contre les directives d'*Ataka*, P. Manolov avait voté en faveur de (l'éphémère) cabinet socialiste constitué par Sergej Stanišev à l'issue des élections parlementaires de juin 2005.

²⁵ *Ekoglasnost* a été fondé le 11 avril 1989 par l'acteur Petăr Slabakov. L'organisation a concentré son action dans le domaine de l'écologie, un des rares sujets pouvant faire l'objet, depuis la timide ouverture politique annoncée en juillet 1987, d'une discussion publique. *Ekoglasnost* a dénoncé tour à tour les répercussions du désastre de Tchernobyl (26 avril 1986) sur la santé publique en Bulgarie, les effets des émanations de dioxyde de carbone, de gaz sulfuré et de manganèse en provenance du complexe métallurgique de Kremikovci, dans la banlieue de Sofia, et la pollution des usines de plomb et de zinc à Plovdiv et à Kărdžali. Plus fondamentalement, ce sont les incidences écologiques du modèle de développement choisi par la Bulgarie soviétisée qui ont été mises en cause.

²⁶ Le Business block bulgare (BBB) avait alors créé la surprise en remportant 16,78% des voix au premier tour. Son programme - défendu dans un parler bulgare haut en couleurs par un G. Gančev, ancien escrimeur et producteur de cinéma émigré au Canada - promettait à tous un accès à la prospérité par le business et une défense des intérêts nationaux bulgares, sans toutefois développer un argumentaire raciste.

²⁷ Il devait ainsi faire partie des orateurs invités à intervenir lors de la cérémonie funéraire du dictateur bulgare, Todor Živkov, décédé en août 1998.

Comment comprendre ces reclassements partisans ? Certains observateurs bulgares n'ont pas manqué d'y voir l'opportunisme d'anciens membres de l'élite ayant déjà effectué plusieurs tentatives infructueuses pour revenir sur les devants de la scène politique. Mais il y a sans doute plus derrière cet engagement politique : P. Beron appartient à cette frange des diplômés bulgares, brillants, qui auraient pu attendre du changement de régime une réalisation politique à la hauteur de leurs ambitions, se sont retrouvés exclus du jeu politique - alors que d'autres, au passé non moins « complexe » parvenaient à obtenir reconnaissance et fortune. Amers, ils déplorent une transition à la démocratie qui leur semble avoir détruit les anciens acquis du communisme (son industrie, ses réussites intellectuelles, sa place dans l'ancien bloc soviétique, etc.) sans proposer un projet de société plus convaincant. Pour eux, le rêve d'occidentalisation - leitmotiv des discours de la classe politique toutes couleurs politiques confondues - a donné à voir un Occident aussi corrompu, autant en crise que la Bulgarie. Tel est peut-être aussi le profil de l'intellectuel, Ognjan Saparev, philologue et philosophe, recteur de l'université de Plovdiv, la deuxième du pays. A Plovdiv, les deux frères Saparevi s'étaient distingués dès les débuts des changements politiques en s'engageant en faveur du processus de démocratisation - l'un Slavjan, prenant la tête de l'antenne locale de l'UFD, tandis que l'autre, Ognjan, était le premier président de l'organisation « Démocratie » [*Demokracija*] proche des milieux dissidents. Déçu par la dynamique des changements, O. Saparev est revenu graviter vers le PSB, dont il fut député entre 2001 et 2005, et où il figura parmi les rares élus à voter contre l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN, pour le retrait du contingent bulgare déployé en Irak²⁸, et contre la vente de la terre à des étrangers.

D'autres ralliements à *Ataka* suggèrent plus clairement des choix de mobilité interpartisane destinés à garantir une survie en politique. On peut ainsi songer au cas de **Pavel Šopov, qui fut à deux reprises député de l'Union des forces démocratiques (UFD, droite) dans la circonscription de Plovdiv** ou encore à celui de la députée, Stela Angelova-Bankova, entrée au Parlement sur les listes du Mouvement national Siméon II (MNS II) en 2001 avant de quitter le groupe parlementaire un an plus tard. Cette ancienne enseignante en philologie bulgare et ex-employée du ministère de la Culture s'était fait remarquer au Parlement en défendant des positions proches de celle d'O. Saparev sur les questions de l'OTAN, de l'Irak et de la réforme de la Constitution de 1991. Elle a placé à la

²⁸ Quatre députés de la Coalition pour la Bulgarie (formée par le PSB) avaient voté contre l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN en 2004 : Andrej Pantev, Ljuben Petrov, Aleksandăr Paunov et Ognjan Saparev. En septembre 2004, les mêmes, associés à la députée indépendante, Stela Angelova-Bankova, déposaient à l'Assemblée une pétition de 10 000 signatures demandant le retrait des troupes bulgares d'Irak.

disposition d'*Ataka* ses réseaux sociaux et la visibilité qu'elle avait acquise au cours de la précédente mandature en échange d'une position éligible dans la circonscription de Pleven.

Par-delà ces figures singulières, *Ataka* s'adosse à deux structures, *Zora* et *Zaštita* qui lui ont fourni ses principaux relais organisationnels et permis, en un laps de temps extrêmement bref, de mobiliser des soutiens²⁹. Car la campagne a reposé sur deux piliers - les meetings et les prestations orales de Volen Siderov, son leader charismatique, d'une part, le démarchage de terrain, d'autre part. Le Cercle politique *Zora* est un regroupement d'anciens représentants du pouvoir communiste, souvent liés à l'armée, qui perdirent responsabilités et prestige après 1989. L'organisation patriotique défend depuis une dizaine d'années une posture d'extrême-gauche, nostalgique de la sécurité et de l'ordre anciens, du rôle que l'Etat jouait dans la vie sociale et de la fierté nationale cultivée par le pouvoir *Živkov*. Son hebdomadaire, *Nova zora*, est dirigé par Minčo Minčev, réputé lié aux anciens services de renseignement (contre-espionnage)³⁰. Le profil et les convictions de M. Minčev n'ont, eux, guère évolué au cours de la décennie passée. Au début des années 1990, ce membre du Parti communiste bulgare qui, après des études en Slovaquie, avait fait l'essentiel de sa carrière dans l'université de formation des cadres du Parti communiste avant d'en devenir l'un des doyens, s'était distingué en prenant part au Comité de défense des intérêts nationaux (*Obšnarodnija komitet za zaštita na nacionalnite interesi*), un groupuscule nationaliste ayant organisé des manifestations contre la restitution des droits de la minorité turque. A l'époque, l'émergence de ces regroupements nationalistes avait été interprétée comme une tentative de la part des « durs » du Parti communiste, hostiles à la politique des auteurs du renversement de Todor *Živkov*, pour entraver les réformes.

L'heure de gloire des organisations nationalistes bulgares a cependant peu duré : dès 1991, le Parti socialiste bulgare a décidé de coopter une partie de leurs leaders plutôt que de leur laisser occuper une niche nationaliste alors relativement porteuse. En avril 1990, le Comité de défense des intérêts nationaux s'était doté d'une aile politique, le Parti patriotique du travail (*Otečestvena partija na truda*, PPT), placée sous la direction de Rumen Popov, ancien premier secrétaire municipal du Komsomol de Sofia et président du Comité pour l'éducation. Aux premières élections libres de juin 1990, le PT avait obtenu un siège (sur un total de 400). Divisé sur les relations avec le PSB, le Parti patriotique du travail a en 1994

²⁹ Bien que jouissant d'une audience relativement limitée dans la société, l'organisation *Zaštita* est réputée disposer de solides amitiés dans les milieux de la sécurité dans des villes comme Varna, Jambol, Sliven, Šumen et Plovdiv.

³⁰ *Nova zora* est le successeur d'un hebdomadaire, *Zora*, qui avait été lancé par une petite formation nationale, le Parti national démocratique bulgare (*Bălgarska nacionalna demokratičeska partija*, PNDB) de Lăčezar Stojanov. Faute de moyen, le PNDB a dû céder *Zora* au cercle politique du même nom.

éclaté entre deux fractions, celle de Minčo Minčev et celle de Rumen Popov. Alliés au PSB, les premiers ont obtenu que deux de leurs membres soient placés sur les listes électorales socialistes. Par la suite, M. Minčev devait animer au sein du PSB un courant conservateur et nationaliste, la Plateforme marxiste. Pour des cadres comme lui, les efforts de reconversion social-démocrate engagés sous la houlette de Georgi Părvanov (1996-2001) puis de Sergej Stanišev (de 2001 à aujourd'hui) ont été à l'origine d'une profonde désaffection. Un Parti social-démocrate, rallié à l'OTAN et ayant renoncé à son profil nationaliste pour être adoubé par l'Internationale socialiste, ne fait guère sens.

Avec *Zaštita*, on évolue également dans les milieux militaires et policiers. L'organisation doit sa fondation à des responsables de forces de sécurité mis à la retraite ou marginalisés par les réformes entreprises, dans l'armée notamment, en vue de préparer la future intégration à l'OTAN³¹. Plusieurs militaires de haut rang, dont l'actuel vice-président, le général Angel Marin³², s'étaient opposés à une transformation qui, de leur point de vue, sapait le prestige de l'armée bulgare - avec la destruction des SS-23 et des SCUD au nom de l'amitié bulgare-américaine et l'abandon d'un complexe militaro-industriel très profitable jusqu'en 1989³³. En décalage avec une institution militaire de plus en plus subordonnée à un système de décision civil dont la rationalité ne leur semblait pas toujours convaincante, de larges segments du corps officier avaient recherché les moyens de défendre leurs visions des intérêts nationaux de la Bulgarie.

Dans le paysage du *lobbying* militaire, deux structures s'étaient distinguées, la légion Rakovski, assez favorable à la réforme menée par l'UFD, et *Zaštita*, proche des socialistes, hostile au rapprochement avec les Etats-Unis et sensible aux liens historiques bulgare-russes³⁴. En 2001, les membres de cette mouvance patriotique avaient tenté une première

³¹ Jusqu'en 1997, les réformes au sein de l'armée bulgare ont été timides, se limitant à une mise à l'écart des officiers les plus compromis avec l'ancien régime. L'instabilité politique, l'absence de consensus interpartisan, le manque d'experts civils et la profondeur de la crise économique faisaient alors obstacle aux réformes. C'est en février 1997 que la Bulgarie a déposé sa candidature à l'OTAN et en 1999 que le *Plan 2004* a été adopté. Il prévoyait une réduction d'effectif de 89 000 à 45 000 hommes d'ici 2004, la fermeture de trois des quatre écoles militaires existantes (Šumen, Veliko Tărnovo, Varna et Dolna Metropolija) et la liquidation d'équipements obsolètes ou contestés par les partenaires occidentaux de la Bulgarie. Selon l'agence de presse bulgare BTA, au cours de la seule année 1999, 666 officiers et 1 760 sergents ont été renvoyés dans le cadre de la restructuration de l'armée de terre (BTA, 10-12-99). Sur ce processus de réforme, se reporter à RAGARU, Nadège. « Bulgarie », in : Patrick Michel (dir.), *L'armée et la nation. Place, rôle et image de l'institution militaire dans les sociétés de l'Europe médiane*, Paris : L'Harmattan, 2001, p.169-203.

³² En mars 1998, le général-major Angel Marin, alors responsable du département « fusées et artillerie » de l'état-major, avait dénoncé devant les media l'incompétence des élites politiques, leur abdication des atouts stratégiques de la Bulgarie et le sabordement de l'industrie militaire locale. Cette sortie publique a valu à son auteur d'être démis de ses fonctions.

³³ JEKOV, Nikolai. « L'industrie militaire bulgare: le parfum évanoui de la gloire ». *La Nouvelle Alternative*, 1, septembre 1999, p.168-179.

³⁴ *Zaštita* a compté parmi ses fondateurs, Nilokaj Slatinski - qui en fut vice-président -, l'actuel conseiller du président de la République, Georgi Părvanov, en matière de sécurité nationale.

entrée en politique en faisant enregistrer un parti politique *Zaštita*. Mais l'expérience avait été décevante, l'organisation ne parvenant à séduire que 0,11% des électeurs (5 226 voix). Le ralliement à Volen Siderov est venu bouleverser cette configuration : deux membres de *Zaštita* ont été élus, Jordan Veličkov à Stara Zagora³⁵ et Borislav Noev, à Varna ; trois autres figuraient en bonnes places sur les listes électorales d'*Ataka*³⁶.

Par-delà même l'Union des officiers de réserve, force est par ailleurs de constater le poids des anciens cadres du ministère de l'Intérieur ou de la Défense au sein d'*Ataka* : les députés de Burgas et de Veliko Tărnovo sont ainsi d'ex-responsables du ministère de l'Intérieur³⁷ ; deux autres anciens militaires, Stančo Todorov, ancien officier dans la défense aérienne et Mitko Dimitrov, ancien officier au service de liaison et transmissions, ont réussi à se faire élire. D'autres candidats ont été moins chanceux : l'ancien chef de l'organisation régionale du ministère de l'Intérieur pour la région de Pleven, le colonel Vasil Marinov, qui avait été licencié sous le gouvernement Kostov (UFD, 1997-2001), a échoué à décrocher un mandat, lui qui occupait la deuxième position sur les listes à Pleven. La même remarque vaut pour le colonel Hristo Gacov, deuxième à Veliko Tărnovo, ex-directeur de la police nationale sous le gouvernement Indžova (cabinet d'experts, septembre-décembre 1994) et pendant la première année du gouvernement Videnov (PSB, janvier 1995-décembre 1996). Enfin, la tête de liste dans la circonscription de Montana, Emil Dančev, qui aurait été membre des services d'espionnage de l'état-major avant 1989, a manqué de peu l'entrée au Parlement.

Cette concentration inédite de cadres des forces de sécurité et des anciens services de renseignement a alimenté certaines interrogations, en Bulgarie, sur les intérêts politiques et économiques qui auraient pu se situer au fondement du lancement d'*Ataka*. Incontestablement, l'une des énigmes non résolue concerne les conditions de financement de la nouvelle entreprise politique. A défaut de pouvoir expliciter les origines du financement d'*Ataka*, il n'est pas inutile de garder en mémoire deux paramètres. Premièrement, la réorientation social-démocrate du Parti socialiste bulgare (PSB) ne s'est pas opérée sans heurts au sein des élites dirigeantes et dans les milieux économiques soutenant le parti. La possibilité que certains acteurs politiques marginalisés, proches de l'ancien « Mouvement

³⁵ Voir NIKOLOV, Jovo. « 'Zaštita' mina v 'Ataka' » ['Zaštita' a rejoint 'Ataka']. *Kapital*, 26, juillet 2005.

³⁶ Il s'agit d'Angel Baltanov et de Veselin Vakaricov, en deuxième et troisième positions à Vidin, et de l'architecte Vasil Kmetov, candidat à la mairie de Gabrovo sous les couleurs de *Zaštita* en octobre 2003, deuxième sur les listes de la circonscription de Gabrovo en juin 2005.

³⁷ Le premier, Todor Batilov, a été chef de la police criminelle et responsable de l'Instruction au niveau régional (*okrăg*) à l'époque où les services d'instruction dépendaient encore du ministère de l'Intérieur. Le second, Hristo Veličkov, est un ancien directeur de la police nationale du début des années 1990, proche du Cercle politique, *Zora*.

des généraux » (*Generalskoto dvizhenie*) créé au sein du PSB en 1998, aient investi en faveur d'une formation dont on pouvait penser qu'elle ferait perdre des voix aux socialistes, a été évoquée dans les milieux proches de l'actuelle direction du parti³⁸.

Deuxièmement, à l'approche de l'entrée dans l'Union européenne, la compétition politique et la concurrence économique se sont durcis en Bulgarie. Les fonds de pré-adhésion, la libéralisation du marché énergétique et la perspective de projets d'infrastructure ambitieux - partiellement financés par l'Union européenne - ont ouvert des nouvelles opportunités d'accès à des ressources dont l'allocation dépend des pouvoirs publics et, donc, de protections en politique. Dans le même temps, la perspective d'une adhésion prochaine à l'UE n'est pas sans susciter une certaine inquiétude dans des milieux économiques peu désireux de voir la concurrence internationale accentuer sa pression sur la Bulgarie et imposer une restructuration des pratiques économiques. Depuis l'été 2002, le pays est par ailleurs le théâtre de règlements de compte meurtriers au sein des milieux de l'économie grise et noire : plusieurs hommes d'affaires en vue ont été éliminés, à l'instar d'Ilija Pavlov, en mars 2003, l'ancien patron du regroupement économique, *Multigroup*, et de Georgi Iliev, en août 2005, le patron de *Vaj Holding*, une structure ayant diversifié ses activités depuis la sécurité privée et l'assurance vers le tourisme et le commerce de produits énergétiques. Un tel climat est propice au déploiement de stratégies politiques complexes.

Ces aspects fournissent sans doute un éclairage important pour comprendre la constitution de l'offre politique. Ils ne nous aident toutefois pas à apprécier les conditions dans lesquelles cette offre est parvenue aussi à rencontrer le public et quels segments du corps électoral se sont reconnus en elle.

³⁸ Le Mouvement pour l'unité et le développement du PSB (*Dvizhenie za edinstvo i razvitie na BSP*), plus connu sous le nom de « Mouvement des généraux », était un courant au sein du PSB regroupant des responsables du Parti communiste ayant occupé des postes de responsabilité au sein de la Sûreté d'Etat, de la police ou de l'armée (d'où leur surnom de « généraux ») et des représentants de la *nomenklatura* économique reconvertis aux affaires. Créé en janvier 1998 à l'initiative de Dimităr Ivanov, ancien chef du 6^{ème} Département de la Sûreté d'Etat (police politique) et ancien vice-président du conglomérat *Multigroup*, le Mouvement avait espéré pouvoir imposer sa vision politique et protéger ses intérêts économiques en reprenant le contrôle du PSB après l'échec du gouvernement Videnov (janvier 1995-décembre 1996). Lors de sa fondation, il comprenait 104 membres. Outre D. Ivanov, sa direction était composée de Nikolaj Dobrev (ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Videnov), Ljuben Gocev (ancien ministre des Affaires étrangères en 1990-1991 et haut responsable du contre-espionnage économique communiste), Dimităr Dimitrov (ancien vice-directeur de la Banque centrale bulgare) et Krăstju Trendafilov (ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Videnov et député PSB). Son porte-parole était l'ex-ministre de la Justice du gouvernement Videnov, Mladen Červenjakov. Parmi ses membres, figuraient l'ancien chef des renseignements bulgares, le général Brigo Asparuhov (1990-1997), l'ancien directeur du contre-espionnage, le général Sava Džendov, et l'ancien adjoint au chef d'état-major, le général Kamen Petrov.

Un électorat en quête d'ordre, de protection sociale et de fierté nationale retrouvée

L'audience d'*Ataka* le 25 juin dernier peut se comprendre de plusieurs manières. Premièrement, elle représente un vote protestataire de la part d'une frange de la population qui, extrêmement déçue par les performances de la classe politique depuis le début des années 1990, recherchait une alternative politique. Si la situation économique - et même sociale - a connu au cours du mandat de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha une amélioration, ce timide redressement n'a pas suffi à faire oublier les absurdités d'une transition vers l'économie de marché qui a fait exploser les disparités sociales sans que la politique d'austérité suivie par les gouvernements successifs depuis 1997 ne permette une bonne péréquation des ressources. Les membres de la classe politique sont perçus, au sein de la société, comme figurant - avec des hommes d'affaires peu scrupuleux - parmi les principaux gagnants des transformations intervenues depuis 1989. La démocratie tend dès lors à être vue comme un régime dans lequel 240 députés cherchent, en l'espace des quatre années que dure leur mandat, à accumuler des ressources suffisantes pour affronter sereinement le risque d'une non réélection, un régime où le rituel des élections est rituel de mensonges, proférés par des visages régulièrement renouvelés.

Une partie de ces électeurs avait été séduite par le discours sur la prospérité (en « huit cents jours ») et la morale en politique développé par Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha en 2001 : elle avait espéré trouver dans l'ancien roi une figure d'autorité susceptible de rendre à la Bulgarie un peu de sa fierté sur la scène internationale tout en « prenant soin » des électeurs sur un mode paternaliste comme son père, Boris III, était réputé l'avoir fait entre-deux-guerres. En dépit d'améliorations substantielles dans certains aspects de la base législative ou de la concurrence économique, les quatre années passées lui ont donné à voir une configuration inchangée par rapport à la période Kostov (1997-2001) avec une gestion clientélaire des ressources publiques, des collusions entre milieux politiques et économiques, et des luttes renvoyant plus au dévoiement d'intérêts privés qu'à une vision de la « chose publique ».

Désarroi, il y a également du côté de certains sympathisants du Parti socialiste bulgare (PSB) que l'évolution pragmatique du parti, son usage plus mesuré des référents nationalistes, son acceptation de l'OTAN et du directoire monétaire du FMI, ont aliénés. Ces votants appartenaient à la frange dite « dure » de l'électorat socialiste et sont sensibles à une rhétorique qui met en avant la nécessité de punir les « exploiters de la Bulgarie », d'imposer un usage plus strict de la loi, de renforcer l'influence de l'Etat dans l'économie et la

vie sociale et de placer la Bulgarie avant ses partenaires - qu'ils soient occidentaux ou non -. Les résultats du sondage de sortie des urnes (*exit poll*) réalisé par l'institut de sondage, *Alpha Research*, suggèrent ainsi que 30% des électeurs d'*Ataka* avaient voté pour le Mouvement national Siméon II (MNS II) il y a quatre ans et 11% pour le Parti socialiste bulgare. Notons que l'offre politique d'*Ataka* a également convaincu une partie des abstentionnistes de 2001 de se rendre aux urnes : ils étaient, parmi les supporters d'*Ataka*, 26% à ne pas avoir voté lors des dernières élections législatives (voir **tableau 1**).

Tableau 1 - Le profil socio-démographique des principaux partis politiques en Bulgarie : résultats de l'*exit poll* conduit le 25 juin 2005 (en %)³⁹

	PSB	MNS II	MDL	Ataka	UFD	DBF	UPB
Habitat							
Sofia	14	16	1	18	18	37	19
Centres régionaux	30	47	6	42	42	36	30
Petites villes	26	21	15	24	21	15	29
Villages	30	16	78	16	19	12	22
Age							
18-30	14	28	24	18	24	17	23
31-50	29	40	42	41	46	37	42
Plus de 50	57	32	34	41	30	46	35
Niveau de formation							
Université	25	30	6	27	31	43	29
Secondaire	57	61	48	64	60	51	59
primaire	18	9	46	9	9	6	12
Vote en 2001							
PSB	6	3	2	11	2	1	5
MNS II	16	70	3	30	10	12	24
UFD	2	7	2	9	72	62	26
MDL	0,5	0,5	75	0	2	0,5	0,5
Autre	4,5	3	2	24	4	14	29
Abstention	10	16,5	16	26	11	11	15,5

Source : *Alpha Research*, Sofia, juin 2005.

³⁹ Union des forces démocratiques (UFD, droite) ; Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF, droite) ; Union populaire bulgare (UPB, coalition mêlant agrariens, droite et la VMRO nationaliste).

Toutefois, les électeurs d'*Ataka* ne figurent pas seulement, voire pas principalement, parmi **ceux qu'il est convenu d'appeler les « perdants » de la transition - les retraités, les chômeurs et les sans diplôme**. De fait, ceux des citoyens bulgares qui se sentent le plus profondément marginalisés dans le système politique et économique tendent à s'abstenir. **30% des électeurs d'*Ataka* sont diplômés de l'enseignement supérieur et 61% ont terminé leurs études secondaires** ; la part des votants ayant interrompu leur cursus scolaire au niveau primaire n'est que de 9% (contre, par exemple, 18% parmi les électeurs du Parti socialiste ou 46% chez les électeurs du Mouvement des droits et libertés). En termes générationnels, c'est principalement **parmi les 41-50 ans qu'*Ataka* a recruté ses électeurs**, les plus de 60 ans restant dans leur majorité fidèles au Parti socialiste. **En d'autres termes, nous sommes en présence de groupes sociaux qui avaient entre 25 et 30 ans au moment des changements de 1989, auraient pu escompter une réalisation professionnelle et personnelle accélérée, et se retrouvent aujourd'hui en inadéquation avec la société et l'ordre international actuels**.

Un autre point mérite d'être mis en exergue : en juin 2005, l'électorat d'*Ataka* a été **essentiellement urbain**. 42% de partisans de Volen Siderov habitent dans des centres régionaux, 18% à Sofia. L'implantation dans les villages est, quant à elle, beaucoup plus modeste (16% des votants). Il est intéressant de noter que le vote *Ataka* n'a pas touché au premier chef les zones turques et bulgares ethniques qui avaient connu des troubles intercommunautaires au début des années 1990. L'historienne spécialiste des questions minoritaires, Antonina Željaskova, a suggéré que ce phénomène traduisait l'importance que les habitants des régions culturellement diversifiées accordent à la préservation de rapports intercommunautaires cordiaux, précisément en raison des crises passées et du désir d'en prévenir la résurgence⁴⁰. Il est également possible que la cartographie du vote *Ataka* soit amenée à évoluer au fur et à mesure que l'organisation commencera à se faire connaître jusque dans les zones les plus isolées de Bulgarie.

Enfin, parmi les circonscriptions qui ont donné le soutien le plus franc à *Ataka*, trois configurations peuvent être identifiées (voir **tableau 2**): premièrement, une percée a été réalisée dans des grandes villes comme Sofia, Plovdiv (et à un moindre degré, Sliven) où la question de l'insertion des communautés roms se pose avec acuité. A quelques semaines des élections, à Sofia, des heurts entre habitants bulgares ethniques et roms du quartier

□ Voir ŽELJASKOVA, Antonina. « Njama da se otärvem ot 'Ataka' » [On ne va pas se dépêtrer d'*Ataka*]. *Trud*, 3 juillet 2005.

Zaharna Fabrika (où vivent des classes moyennes inférieures et de petits employés) avaient dégénéré, faisant plusieurs blessés et un mort parmi les Bulgares ethniques, un professeur âgé. Cet incident, abondamment relayé par les media, avait provoqué un choc dans l'opinion. Dans la capitale, qui comprend 4 circonscriptions, *Ataka* a fait des scores allant de 8,2% à 10,2% des voix. Deuxièmement, la coalition radicale de Volen Siderov a réalisé d'excellents résultats sur la côte de la mer Noire, à Burgas notamment (10,9%) et à un moindre degré à Varna (8,2%), là où *Skat* enregistre ses plus fortes audiences. On notera par ailleurs que plusieurs des circonscriptions dans lesquelles V. Siderov a mobilisé d'importants soutiens ont vu une extension du vote en faveur du Mouvement des droits et liberté (MDL) d'Ahmed Dogan. La remarque vaut ainsi pour Varna, Sliven et Ruse. Enfin, *Ataka* a réalisé des performances supérieures à sa moyenne nationale dans des circonscriptions à forte implantation traditionnelle du PSB, telles Pleven, Sofia-région et Stara Zagora.

Tableau 2 - Les résultats d'Ataka aux élections législatives du 25 juin 2005 par circonscription

Circonscriptions	Nombres de mandats							Total
	Coalition pour la Bulgarie	NDSV	DPS	Ataka	DSB	ODS	BNS	
1. Blagoevgrad	2	2	2	0	1	2	1	10
2. Burgas	3	2	3	2	1	1	1	13
3. Varna	3	4	1	2	1	2	1	14
4. Veliko Tărnovo	3	2	0	1	1	1	1	9
5. Vidin	3	1	0	0	0	0	0	4
6. Vraca	5	2	0	0	0	0	0	7
7. Gabrovo	2	2	0	0	0	0	0	4
8. Dobrič	3	2	1	1	0	0	0	7
9. Kărdžali	0	0	5	0	0	0	0	5
10. Kjustendil	3	2	0	0	0	0	0	5
11. Loveč	3	2	0	0	0	0	0	5
12. Montana	4	2	0	0	0	0	0	6
13. Pazardžik	4	2	1	1	0	1	0	9
14. Pernik	3	2	0	0	0	0	0	5
15. Pleven	4	2	1	1	0	1	1	10
16. Plovdiv-ville	2	2	1	1	1	2	1	10
17. Plovdiv-région	3	3	1	1	0	2	1	11
18. Razgrad	1	0	4	0	0	0	0	5
19. Ruse	2	2	1	1	0	1	1	8
20. Silistra	1	0	3	0	0	0	0	4
21. Sliven	3	2	1	1	0	0	0	7
22. Smoljan	2	1	1	0	0	0	0	4
23. Sofia 23	1	2	0	2	5	2	1	13
24. Sofia 24	1	2	0	1	4	2	1	11
25. Sofia 25	3	2	0	2	2	2	1	12
26. Sofia-région	5	2	0	1	0	0	0	8
27. Stara Zagora	5	2	0	1	1	1	1	11
28. Tărgovište	1	0	3	0	0	0	0	4
29. Haskovo	2	2	2	1	0	0	1	8
30. Šumen	1	1	3	1	0	0	0	6
31. Jambol	4	1	0	0	0	0	0	5
	82	53	34	21	17	20	13	240

Source : <http://ww.mediapool.bg/showstatic/?c=parliament.html> [consulté le 4 juillet 2005]

Cette cartographie du vote connue, reste à tenter d'expliquer pourquoi *Ataka* est apparu seulement maintenant en Bulgarie - plutôt qu'en 1997 (période de très profonde crise socio-économique) ou en 2001 (désillusions par rapport à la droite anti-communiste).

Pourquoi maintenant ? Epuisement des alternatives, déceptions occidentales et affaiblissement de l'autocensure relative aux minorités

L'existence de sentiments anti-turcs et anti-roms dans la société bulgare ne constitue pas une nouveauté : de fait, l'énigme des années 1992-2005 résidait précisément dans la persistance de représentations sociales extrêmement négatives des minorités et dans leur absence de traduction politique. En 1993, une vaste recherche sociologique sur les relations intercommunautaires avait révélé que 51,1% des Bulgares orthodoxes voyaient dans la minorité turque « une menace réelle pour la sécurité nationale » ; pour 83,8%, les Turcs étaient « des fanatiques religieux ». Quant aux attitudes envers l'assimilation forcée des minorités de 1984-1989, elles demeuraient ambiguës : aux yeux de plus d'un tiers des orthodoxes ayant participé à l'enquête (35,3%), la politique d'assimilation était « nécessaire à l'obtention de l'unité de la nation bulgare » ; 56,2% pensaient qu'il fallait « aider les descendants des Bulgares 'turcisés' à retrouver leur conscience bulgare » et 60% contestaient non l'objectif visé, mais les moyens employés⁴¹. Douze ans plus tard, une enquête conduite par le *Bulgarian Helsinki Committee* suggérait la permanence de ces imaginaires : la part des Bulgares orthodoxes considérant que les Turcs étaient des « fanatiques religieux » avait même légèrement progressé, à 57% ; surtout, 69% des participants approuvaient l'assertion selon laquelle les « Turcs détiennent trop de positions de leadership » en Bulgarie. Par ailleurs, 27% déclaraient qu'ils n'accepteraient pas de vivre avec des Roms dans un même pays (respectivement 18% pour les Turcs, 16% pour les juifs et 13% pour les Arméniens)⁴². De la même façon, la présence, depuis 1989, de rhétoriques tendant à construire l'adversaire politique comme un ennemi et à manier un vocabulaire de dénonciation virulente des « traîtres nationaux » ou des « vendus de la patrie » a été

⁴¹ Voir GEORGIEV, Živko *et al.* « Njakoi rezultati ot izsledvaneto 'Etnokulturnata situacija v Bălgarija, 1992' » [Quelques résultats de l'enquête 'La situation ethnoculturelle en Bulgarie, 1992']. *Sociologičeski pregled*, 3, 1993, p.49-80.

⁴² Voir KANEV, Krassimir, COHEN, Emil and Zhivko GEORGIEV. « Interethnic Attitudes, Social Distances and Value Orientations », cité dans COHEN, Emi. « The Data Indicate ». *Objektiv*, 123, juillet 2005. Les entretiens ont été conduits auprès de 1112 personnes, âgées de 18 à 70 ans, en mai 2005.

soulignée par des sociologues bulgares ayant travaillé sur la langue du politique dans les partis bulgares, quelle que soit leur couleur idéologique⁴³.

Avant 2005, certaines formations politiques avaient déjà tenté de construire leur offre politique autour de thèmes présents chez *Ataka* - ainsi de la nécessaire lutte contre les sectes (comprendre : les courants religieux hétérodoxes), du durcissement de la loi (avec un possible rétablissement de la peine de mort) ou encore de la restauration d'un souffle révolutionnaire nationaliste contre le déclin et la compromission avec les minorités. Tel était le cas de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO), une association se réclamant de l'héritage du mouvement du début du XXème siècle ayant lutté pour la reconquête des terres promises au futur Etat indépendant bulgare à San Stefano en mars 1878, que son nouveau leader, l'historien Krasimir Karakačanov, avait tenté, à partir de 1997-1998, de transformer en un parti politique occupant la niche nationaliste de droite⁴⁴. Aux élections législatives de 1997, la VMRO avait réussi à faire élire un représentant sur les listes de la coalition UFD ; quatre ans plus tard, en coalition avec un nouveau parti se voulant jeune et légèrement contestataire, le mouvement *Gergjov Den*, la VMRO n'avait séduit que 3,63% des électeurs (165 927 voix) et échoué à entrer au Parlement. L'alliance de convenance passée en 2005 avec les Agrariens (un courant de pensée avec lequel, historiquement, la VMRO a entretenu des relations extrêmement conflictuelles) est venue consacrer l'échec de cette entreprise nationaliste.

Qu'est-ce qui a donc changé depuis lors? L'épuisement des alternatives politiques, tout d'abord. En 1997, le mécontentement social et politique était sans doute très supérieur à celui enregistré en 2005, mais à l'époque, l'UFD était parvenue à accréditer sa lecture dominante de la crise financière et politique : l'ancien ordre communiste n'avait pas encore été démantelé ; certains courants conservateurs du Parti socialiste bulgare (PSB) souhaitaient le rétablir. La Bulgarie se devait de tenter un vrai changement, celui proposé par une UFD qui n'avait occupé, seule, les rênes du pouvoir que onze mois (1991-1992). Quatre ans plus tard, l'opposition bipolaire entre les « rouges » (ex-communistes) et les « bleus » (UFD) n'était plus opérante : sans conteste, le gouvernement d'Ivan Kostov avait accompli un travail de réforme essentiel (la stabilisation macro-économique, la privatisation, l'invitation à entamer des pourparlers d'adhésion à l'Union européenne datent de son mandat). Mais, au sein de l'opinion, les espoirs de vie meilleure avaient été déçus, tandis que

⁴³ Voir DEJANOVA, Liliana. « Triumfât na volenštinata » [Le triomphe du volenisme]. *Kultura*, 26, 8 juillet 2005.

⁴⁴ Voir RAGARU, Nadège. « Le retour de l'ORIM sur la scène politique bulgare ». *La nouvelle alternative*, 1, septembre 1999 : p.148-167. C'est à l'issue du Vème Congrès de la VMRO (27-28 mars 1999, Sofia) que K. Karakačanov a obtenu la suppression, dans les statuts de l'organisation, de l'article 11 interdisant aux membres de la VMRO d'adhérer à un parti politique.

l'élargissement de l'éventail des revenus devenait patent. En 2001, un vote protestataire était possible...mais il avait été canalisé vers le Mouvement Siméon II (MNS II) nouvellement créé. En 2005, il ne restait, sur la scène politique bulgare, plus aucun sauveur, aucune figure du changement radical...jusqu'à l'apparition (dans tous les sens du terme) de Volen Siderov.

S'il est sans doute trop tôt pour déterminer quels segments du discours d'*Ataka* ont le plus séduit les électeurs, il est par ailleurs incontestable que la coalition radicale a su cristalliser les frustrations accumulées dans le cheminement vers l'Union européenne et l'OTAN. Bien que l'opinion publique reste très largement europhile⁴⁵, la conduite des pourparlers d'adhésion a fait naître un sentiment d'exaspération, principalement sensible lors des discussions sur l'avenir de la centrale de Kozlodui⁴⁶.

La conduite des négociations n'est cependant pas le seul facteur explicatif du désenchantement actuel. La situation internationale de 2005 n'est plus celle d'avant-2001 : entre-temps, le 11 septembre a induit une réorientation néo-conservatrice de la politique extérieure américaine et provoqué une fragilisation du lien transatlantique mal comprise en Bulgarie. Les électeurs bulgares ont vu l'enthousiasme ouest-européen devant l'élargissement à l'Est retomber, celui des nouveaux membres aussi. Certes, nombreux étaient ceux qui, en 1999 déjà, doutaient du désir de l'Union européenne (UE) de les accueillir. Mais à l'époque, l'intégration à l'UE (et, dans un moindre degré à l'OTAN) était un projet associé à des perspectives d'« européenisation des niveaux de vie », de liberté de mouvement, de « normalité ». Six ans plus tard, l'UE ne fait plus autant rêver : il est devenu clair que la métamorphose du paysage social espérée n'aura pas lieu, que les coûts et avantages de l'intégration seront inégalement répartis. La capacité de rayonnement de l'Union a en outre décru, *a fortiori* depuis le vote négatif de la France et des Pays-Bas aux référenda sur le Traité constitutionnel. Dans ces conditions, savoir valoriser une définition locale des intérêts nationaux redevient un enjeu.

Enfin, des transformations sont intervenues dans la situation, la présence dans l'espace public, et les stratégies de mobilisation des minorités. La dénonciation d'une

⁴⁵ En mai-juin 2005, selon les données fournies par l'Eurobaromètre, l'Union européenne jouissait d'une image positive aux yeux de 60 % des Bulgares (66 % des Roumains, 61 % des Turcs, mais seulement 28 % des Croates...), soit un pourcentage supérieur à la moyenne enregistrée parmi les Vingt-cinq (47 %). Voir European Commission, *Standard Eurobarometer 63, Public Opinion in the European Union*, juin 2005, p. 17, consultable sur Internet à l'adresse : http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/eb63/eb63.4_en_first.pdf

⁴⁶ Les dernières études réalisées par des experts européens à l'automne 2003 ont suggéré que les conditions de sécurité à la centrale correspondaient désormais aux standards internationaux. Pour autant, l'accord de 1999 imposant la fermeture des réacteurs 3 et 4 avant la fin 2006 n'a pas été remis en cause. L'arrêt des réacteurs risque de nuire aux ambitions bulgares de jouer un rôle de centre énergétique dans les Balkans et, par surcroît, d'induire une hausse du tarif de l'électricité.

« tsganisation » de la société bulgare par Volen Siderov vient faire écho à une dégradation continue des rapports entre la population majoritaire et des communautés roms très fortement ébranlées par les changements post-communistes. Chassées de la province par la pauvreté et le chômage, elles tendent à affluer vers les grandes villes en espérant y trouver une meilleure destinée. Ce faisant, elles viennent gonfler la population, d'ores et déjà en situation précaire, de quartiers roms qui manquent d'infrastructures et de ressources, créant un défi en terme de politiques publiques que les pouvoirs centraux et locaux ne sont pour l'instant pas parvenus à affronter. De ce point de vue, les incitations européennes à l'élaboration des programmes d'intégration des Roms - restés pour l'essentiel sur le papier - n'ont guère eu les effets attendus. Les encouragements à la création d'ONG roms ou, plus récemment, de partis politiques roms, ont donné une plus grande visibilité aux demandes roms, sans fournir les moyens d'y répondre, ni d'ailleurs nécessairement des interlocuteurs avec lesquels la puissance publique pourrait discuter des mesures à mettre en œuvre.

La question des rapports à la minorité turque et du positionnement du MDL dans le champ politique est sans doute plus complexe. Le Mouvement des droits et libertés d'Ahmed Dogan - que le Parti socialiste bulgare avait tenté de faire interdire à la veille des élections parlementaires d'octobre 1991 en s'appuyant sur l'article 11.4 de la Constitution de 1991 qui interdit la formation de partis sur une base ethnique, raciale ou religieuse - s'est progressivement imposé comme un partenaire incontournable dans la vie politique bulgare : incontournable, parce que ses résultats électoraux lui ont permis au cours des années 1990 de fournir un appoint à la formation de majorités parlementaires et gouvernementales ; incontournable, aussi par les élites politiques bulgares souhaitaient convaincre leurs interlocuteurs occidentaux de leur engagement en faveur des minorités. Depuis plusieurs années, toutefois, le MDL jouit d'une image négative au sein des élites politiques bulgares comme dans l'opinion : les liens de plusieurs de ses leaders avec l'ancienne Sûreté d'Etat, révélés en 1998 par le gouvernement Kostov, sont souvent mis en avant pour contester son rôle politique. Tour à tour allié de l'UFD, des socialistes, puis du Mouvement Siméon II, le MDL a réussi à se faire des ennemis dans chacune de ces formations. La tension s'est accrue au fur et à mesure que grandissaient les prérogatives qui lui étaient dévolues. Jusqu'en 2001, en effet, le Mouvement n'avait jamais eu de représentant à la tête d'un ministère, si l'on exclut le Bulgare ethnique, Evgeni Matinčev, vice-premier Ministre dans le gouvernement Berov (décembre 1992-septembre 1994). Allié de Siméon II, le parti a négocié l'obtention de deux postes ministériels (Forêt, Sans portefeuille), la direction de plusieurs préfectures, ainsi que des responsabilités-clé au sein des nouvelles agences destinées à gérer les aides européennes et dans l'Agence du tourisme. Cette entrée au

pouvoir exécutif s'est accompagnée de soupçons de collusions avec des intérêts économiques et de clientélisme. De telles pratiques sont, somme toute, fréquemment mises en exergue dans la vie politique bulgare. Toutefois, les registres discursifs utilisés pour les dénoncer puisent volontiers dans des imaginaires anciens et négatifs des Turcs en Bulgarie. Avant *Ataka*, d'autres partis politiques avaient mobilisé, sur un mode plus nuancé, une rhétorique de cet ordre, à l'image des Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF) d'Ivan Kostov, de certains élus du Mouvement national Siméon II ou de courants du Parti socialiste bulgare hostiles à une alliance avec le MDL. Le succès électoral remporté par le parti d'A. Dogan lors des élections parlementaires du 25 juin 2005 (34 sièges - soit 13 de plus qu'en 2001, 14,07% des voix), sa percée dans l'électorat rom et la forte mobilisation des votants turcs en réponse à l'émergence d'*Ataka* ne devraient guère contribuer à apaiser ces tensions. Le MDL reste, plus que jamais, un partenaire aussi indispensable que peu apprécié.

Au final, faut-il s'inquiéter du vote *Ataka* ? Assurément, l'organisation connaîtra de nouvelles divisions, motivées par des divergences de vue ou des querelles d'influence - comme tous les autres partis politiques en Bulgarie. Il lui faudra se doter d'organisations locales solides, s'engager dans un travail de consolidation complexe, compter avec l'usure rapide des personnalités politiques dans l'histoire récente du pays. On ne saurait rester par ailleurs insensible au fait que certains représentants de mouvements patriotiques d'extrême-gauche ayant dû leur entrée au Parlement à l'alliance passée avec *Ataka* ne partagent pas toutes les convictions radicales affichées par Volen Siderov, notamment son antisémitisme ou la violence des moyens suggérés pour « traiter » le « problème » rom.

Néanmoins, il serait peu avisé de rester sourds aux questions soulevées par *Ataka*. Car celles-ci existent bel et bien : comment lutter contre les défaillances du modèle de démocratie représentative élaboré après 1989 ? Comment répondre au désarroi suscité par les injustices sociales de la transition ? Il faudra tôt ou tard parvenir à convaincre la très large majorité des électeurs bulgares que tous les porteurs de mandats publics, indépendamment de leurs affiliations partisans, ne ressortent pas identiques du Parlement - enrichis et indifférents. Leur donner le sentiment que les élus ont le désir et les moyens de formuler des politiques publiques permettant de construire une société meilleure. Leur donner envie aussi de vivre dans un Etat dont les relations avec le reste du monde ne seraient pas seulement filtrées par des intentions mauvaises ou des manipulations.

Indépendamment des fortunes électorales de l'entrepreneur politique, Volen Siderov, l'expérience des démocraties d'Europe de l'ouest au cours des vingt dernières années a au moins livré un enseignement : une fois certaines thématiques introduites dans le débat public, elles n'en ressortent que rarement. L'enjeu est alors de ne pas autoriser des courants radicaux à imposer leur réponse *et* leur formulation des problèmes sociaux identifiés. Ce second point s'avère souvent nettement plus délicat que le premier...

Paris, août 2005